

Crowe

Avvens Audit

Immeuble le Saphir

14, Quai du Commerce

CP 113

69266 LYON CEDEX 09

S3C Gestion

51, Rue Deleuvre

69004 LYON

ROCTOOL

S.A. au capital de 780 551 €

Savoie Technolac

73370 LE BOURGET DU LAC

R.C.S. Chambéry : 433 278 363

**Rapport des Commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2018

ROCTOOL

S.A. au capital de 780 551 €

Savoie Technolac

73370 LE BOURGET DU LAC

R.C.S. Chambéry : 433 278 363

A l'Assemblée Générale de la société ROCTOOL,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société ROCTOOL, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes, relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

La note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des frais de recherche et développement.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur actuelle et nous nous sommes assurés que la note « Immobilisations corporelles et incorporelles » fournit une information appropriée.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6. Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Lyon, le 30 avril 2019.

Les Commissaires aux comptes,

Avvens Audit
Membre de Crowe Global



Romuald COLAS

S3C Gestion



Bruno DEBRUN

Annexe

Description détaillée des responsabilités des Commissaires aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, les Commissaires aux comptes exercent leur jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- ils identifient et évaluent les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissent et mettent en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour fonder leur opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ils prennent connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ils apprécient le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation, et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de leur rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'ils concluent à l'existence d'une incertitude significative, ils attirent l'attention des lecteurs de leur rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude, ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, ils formulent une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ils apprécient la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évaluent si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Comptes consolidés 2018

Groupe ROCTOOL

SAVOIE TECHNOLAC

BP 341

73370 LE BOURGET DU LAC



Table des matières

États financiers	3
2. Compte de résultat consolidé.....	3
3. Bilan consolidé.....	4
4. Tableau de flux de trésorerie consolidé.....	5
Présentation du groupe, faits marquants de l'exercice et comparabilité des comptes.....	6
Méthodes et principes de consolidation	7
5. Principes généraux	7
6. Définition du périmètre de consolidation.....	7
7. Règles et méthodes comptables	7
Notes annexes sur les postes du bilan	11
1. Immobilisations corporelles et incorporelles	11
2. Immobilisations financières et titres mises en équivalence	12
3. Stocks et en-cours	13
4. Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation	14
5. Trésorerie nette	15
6. Variation des capitaux propres consolidés	15
7. Provisions	16
8. Dettes financières	17
9. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation	19
Notes annexes sur les impôts différés.....	20
Notes annexes sur les postes du compte de résultat.....	20
1. Chiffre d'affaires	20
2. Autres produits d'exploitation	21
3. Achats consommés.....	21
4. Charges externes.....	22
5. Impôts et taxes	22
6. Charges de personnel.....	22
7. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions.....	23
8. Produits financiers	23
9. Charges financières	23
10. Produits exceptionnels	24
11. Charges exceptionnelles	24
12. Impôts sur les résultats et preuve d'impôts.....	25
Autres Informations	25
1. Effectifs.....	25
2. Engagements hors-bilan	26
3. Rémunérations des commissaires aux comptes	26
4. Rémunération des dirigeants	26
5. Chiffre d'affaires par pays	27



États financiers

2. Compte de résultat consolidé

Libellé	2018	2017
Chiffre d'affaires	7 209 679	8 032 932
Autres produits d'exploitation	818 272	900 811
Produits d'exploitation	8 027 951	8 933 743
Achats consommés	(2 572 475)	(3 111 911)
Charges externes	(3 055 671)	(2 489 880)
Impôts et taxes	(180 594)	(136 565)
Charges de personnel	(3 747 015)	(3 426 873)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(1 007 177)	(807 697)
Charges d'exploitation	(10 562 932)	(9 972 925)
Résultat d'exploitation	(2 524 249)	(1 015 066)
Produits financiers	84 404	66 202
Charges financières	(147 842)	(537 910)
Résultat financier	(63 268)	(469 574)
Opérations en commun		
Résultat courant des entreprises intégrées	(2 587 517)	(1 484 640)
Produits exceptionnels	67 282	28 709
Charges exceptionnelles	(201 406)	(120 769)
Résultat exceptionnel	(134 124)	(92 060)
Impôts sur les résultats	32 351	11 589
Résultat net des entreprises intégrées	(2 689 290)	(1 565 111)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(2 689 290)	(1 565 111)
Intérêts minoritaires		
Résultat net (Part du groupe)	(2 689 290)	(1 565 111)
Résultat par action	-0,689	-0,467
Résultat dilué par action	-0,626	-0,418



3. Bilan consolidé

Libellé	Clôture	Ouverture
Immobilisations incorporelles	1 754 182	1 614 370
Immobilisations corporelles	961 927	404 308
Immobilisations financières	184 700	159 682
Titres mis en équivalence		
Actif immobilisé	2 900 809	2 178 361
Stocks et en-cours	1 029 433	941 520
Clients et comptes rattachés	2 918 671	3 704 572
Impôts différés - actif	62 525	29 533
Autres créances et comptes de régularisation	918 205	1 416 371
Valeurs mobilières de placement	599 146	254 000
Disponibilités	3 267 991	1 690 874
Actif circulant	8 795 970	8 036 870
Total Actif	11 696 779	10 215 231
Capital	780 551	670 076
Primes liées au capital	16 198 732	12 841 352
Réserves	(7 472 952)	(5 991 868)
Résultat net (Part du groupe)	(2 689 290)	(1 565 111)
Capitaux propres (part du groupe)	6 817 042	5 954 450
Intérêts minoritaires		
Provisions et impôts différés	144 729	471 055
Provisions	144 729	471 055
Dettes financières	2 139 908	1 660 044
Fournisseurs et comptes rattachés	1 865 395	1 422 154
Autres dettes et comptes de régularisation	729 705	707 529
Dettes	4 735 008	3 789 727
Total Passif	11 696 779	10 215 231



4. Tableau de flux de trésorerie consolidé

Libellé	2018	2017
Résultat net total des entités consolidées	(2 689 290)	(1 565 111)
Dotations / Reprises aux amortissements, prov. et dépréciations	387 967	835 497
Variation de l'impôt différé	(32 890)	(12 142)
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs	(2 971)	(7 581)
Marge brute d'autofinancement	(2 337 183)	(749 337)
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)	1 700 782	(2 253 890)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'EXPLOITATION (I)	(636 401)	(3 003 227)
Acquisitions d'immobilisations	(1 327 370)	(1 100 540)
Cessions d'immobilisations	4 282	18 334
Réduction immobilisations financières	3 000	2 366
Variation nette des placements à court terme	(345 146)	(254 000)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'INVESTISSEMENT (II)	(1 665 234)	(1 333 840)
Émissions d'emprunts	940 000	864 000
Remboursements d'emprunts	(523 395)	(1 134 194)
Augmentations / réductions de capital	3 459 924	5 289 957
Cessions (acq.) nettes d'actions propres	38 029	(98 131)
Variation nette des concours bancaires	(2 035)	1 459
FLUX NET DE TRESO. GENERALE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT(III)	3 912 523	4 923 091
Variation de change sur la trésorerie (IV)	7 774	(13 866)
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	1 618 662	572 158
Trésorerie : ouverture	1 649 328	1 077 171
Trésorerie : cor. à-nouv. / reclass. / Chg méthode/ Juste valeur		
Trésorerie : clôture	3 267 991	1 649 328



Présentation du groupe, faits marquants de l'exercice et comparabilité des comptes

Présentation du groupe et évolution

RocTool (société consolidante) a été constituée le 27 octobre 2000. A l'origine, le Groupe ne comptait qu'une seule entité, la SA RocTool (SIREN : 433 278 363) ayant son siège social en France (Savoie Technolac-73370 Le Bourget du Lac).

RocTool INC (société consolidée) a été créée le 8 août 2013, société de droit américain ayant son siège social à Charlotte (Caroline du Nord).

RocTool G.M.B.H (société consolidée) a été créée le 13 mai 2014, société de droit allemand ayant son siège social à Heitersheim.

RocTool Kabushiki Kaisha (société consolidée) a été créée en décembre 2015, société de droit japonais à Chiyoda.

Roctool Taiwan LTD (société consolidée) a été créée en mars 2016, société de droit taiwanais à Taipei City.

Roctool Shanghai (société consolidée) a été créée en novembre 2017, société de droit chinois à Shanghai.

La notion de Groupe comprend une société mère avec toutes ses filiales. Dans cette annexe, lorsque la notion de Groupe est utilisée, elle correspond au Groupe RocTool dont les sociétés sont listées ci-dessus.

Faits significatifs :

Au cours de l'exercice :

En date du 29 juin 2018, notre société a réalisé une augmentation de capital de 110 474.20 euros se composant de 552 371 actions nouvelles, d'une valeur nominale de 0.20 euros chacune, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Cette augmentation de capital a été assortie d'une prime d'émission de 3 479 937 euros sur laquelle a été imputée les frais d'augmentation de capital pour un montant de 122 557 euros déduits extra-comptablement.

La société a obtenu, le 12 avril 2018, la réponse à ses observations, suite à la proposition de rectification qu'elle avait reçue en 2017 sur le CIR 2013 et 2014. Cette nouvelle notification modifie la base des CIR 2013 et 2014 pour les porter, respectivement, à 28 000 euros et 29 000 euros, soit un total de 57 000 euros.

La provision constatée au 31/12/2017 s'élevant à 120 000 euros, une reprise de provision de 63 000 euros a été comptabilisée à la clôture de l'exercice.

Il a été contesté devant le conseil consultatif la position de l'administration fiscale.

Le 12 février 2018 la Société a transféré le contrat de liquidité précédemment conclu avec INVEST SECURITIES chez TSAF - Tradition Securities And Futures.

Changements de méthodes

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes consolidés retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Evènements postérieurs à la clôture

Néant



Méthodes et principes de consolidation

5. Principes généraux

Les comptes consolidés du groupe sont établis suivant les principes comptables français édictés par la loi n°85.11 du 3 janvier 1985 et son décret d'application n°86.221 du 17 février 1986, ainsi que par le règlement du CRC n° 99-02 du 22 juin 1999, modifié par le règlement du CRC n° 2005-10 du 3 novembre 2005.

L'exercice clos le 31/12/2018 a une durée de 12 mois, comme celui clos le 31/12/2017.

La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

6. Définition du périmètre de consolidation

Incidence des effets de périmètre

La date d'entrée dans le périmètre de consolidation des sociétés filiales est la suivante :

- RocTool INC au 8 août 2013, détenue à 100%
- RocTool G.M.B.H au 13 mai 2014, détenue à 100%.
- RocTool Kabushiki Kaisha en décembre 2015, détenue à 100%.
- RocTool Taiwan en mars 2016, détenue à 100%.
- RocTool Shangai en novembre 2017, détenue à 100%.

Libellé	Méthode	% d'intérêt (Clôture)	% d'intérêt (Ouverture)	Date de clôture
ROCTOOL	IG	100,00	100,00	31/12/18
ROCTOOL INC	IG	100,00	100,00	31/12/18
ROCTOOL GMBH	IG	100,00	100,00	31/12/18
ROCTOOL KK	IG	100,00	100,00	31/12/18
ROCTOOL TAIWAN LTD	IG	100,00	100,00	31/12/18
ROCTOOL SHANGAI	IG	100,00	100,00	31/12/18



Les sociétés dans lesquelles le Groupe dispose, directement ou indirectement, du contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés jugées non significatives sur les critères de chiffre d'affaires, de résultat net et de total du bilan, dont le développement prévisible est limité et dont l'activité n'est pas en synergie avec le Groupe ne sont pas consolidées.

Au 31 décembre 2018, le périmètre comprenait 6 sociétés comme à la clôture de l'exercice précédent.

Toutes sont intégrées globalement.

7. Règles et méthodes comptables

Les comptes sont établis dans, la perspective de la continuité d'exploitation et les principes de permanence des méthodes comptables et de l'indépendance des exercices ont été respectés. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.



Méthode de conversion des comptes des sociétés intégrées en devises

Lorsque les comptes des sociétés étrangères consolidées sont établis dans une devise autre que l'euro, la méthode de conversion retenue est la « méthode du taux de clôture ».

Les états financiers des filiales étrangères sont établis dans leur devise de fonctionnement, c'est-à-dire dans la devise qui est significative de l'activité de la filiale concernée.

La conversion de l'ensemble des actifs et des passifs est effectuée au cours de clôture en vigueur à la date du bilan et la conversion des comptes de résultats est effectuée sur la base du cours moyen annuel.

L'écart de conversion qui en résulte est directement affecté en « Primes et réserves » dans la réserve de conversion incluse dans les capitaux propres.

Les profits et les pertes résultant de la conversion des soldes concernés sont portés au compte de résultat.

Les taux de conversion retenus sont ceux postés par la Banque de France au 31-12-2018.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires, hors frais d'acquisition et d'emprunt, déduction faite des rabais, remises ou ristournes obtenus) ou à leur coût de production.

Lors des cessions internes d'immobilisation, la plus-value dégagée est neutralisée dans les comptes consolidés afin de permettre le retour au coût d'acquisition historique pour le Groupe. Les amortissements sont constatés sur la base du coût historique consolidé de l'immobilisation en appliquant le plan d'amortissement historique.

- Le Groupe applique la méthode préférentielle qui est l'inscription des frais de recherche et développement à l'actif. Les dépenses encourues lors de la phase de développement d'un projet interne sont comptabilisées en immobilisations incorporelles si les critères suivants sont remplis simultanément :
 - La faisabilité technique en vue de sa mise en vente ;
 - L'intention d'achever l'immobilisation et de l'utiliser ou la vendre ;
 - Sa capacité à utiliser ou vendre cette immobilisation ;
 - L'immobilisation va générer des avantages économiques futurs ;
 - Le Groupe dispose des ressources nécessaires à l'achèvement et la vente ;
 - Les dépenses liées à l'immobilisation sont évaluées de manière fiable ;
- Les dépenses classées sous cette rubrique se ventilent en Brevets, marques, droits et valeurs similaires. Ce poste est constitué des dépenses sont comptabilisées sur la base des prix d'acquisition. Les frais de recherche et développement sont amorties sur la durée de leur utilisation par les entreprises : 2 à 3 ans

Le Groupe a activé au cours de l'exercice 207 834 euros au titre des frais de R & D.

A la clôture de l'exercice les frais de R&D en valeur brute s'élèvent à 3 341 859 euros et se décomposent comme suit :

- Pour les projets en phase de commercialisation à 2 778 350 euros ;
- Pour les projets en cours de développement à 563 509 euros.

Les dépenses de développement comprennent les coûts directs et indirects engagés sur les projets et principalement les salaires des ingénieurs et techniciens et les charges de structure nécessaires pour les activités de développement.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, et à chaque clôture d'exercice, les projets de développement inscrits au bilan font l'objet d'une analyse afin de s'assurer que chaque projet remplit toujours les critères d'activation. Le cas échéant une dépréciation est comptabilisée.

- Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens généralement admis dans la profession. La méthode d'amortissement retenue est la méthode linéaire et les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Frais de R&D	2 à 3 ans
- Logiciels	1 à 3 ans
- Matériel outillage	1 à 10 ans
- Agencements, aménagements, installations	3 à 10 ans
- Matériel de transport	1 à 5 ans
- Matériel de bureau, informatique et mobilier	3 à 4 ans
- Mobilier de bureau	3 à 5 ans



Dépréciation des actifs immobilisés : Les actifs immobilisés et les autres immobilisations incorporelles, sont soumis à des tests de dépréciation si des indices de perte de valeur tangibles existent en cours d'exercice ou à la clôture. Une dépréciation est constatée dans le cas où leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Immobilisations financières

Elles comprennent principalement des prêts, cautionnements et autres créances, ainsi que des titres de participation non consolidés. Une dépréciation est constituée si leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition. Cette valeur est comparée en fin de période à la valeur d'usage de ces mêmes titres après prise en compte de la quote-part de capitaux propres correspondant à la participation, des perspectives de rentabilité, de la position sur le marché et, le cas échéant, de leur valeur en bourse.

Stocks

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêt des comptes. Les travaux en cours sont évalués en fonction des temps passés, au coût de revient des rémunérations chargées des ingénieurs et techniciens. Ils s'élèvent à la clôture de l'exercice à 26 796 euros.

Créances clients et autres créances

Les créances clients et autres créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision est constituée lorsqu'une perte apparaît comme probable ; la charge est considérée comme normale et courante à l'exception de dépréciations qui présentent un caractère exceptionnel du fait de leur contexte ou de leur montant.

Les créances monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture de chaque arrêté comptable. Les écarts de conversion correspondants sont enregistrés au compte de résultat dans la rubrique « Autres produits et charges financiers ».

Trésorerie nette

La trésorerie nette - dont la variation est présentée dans le tableau des flux - est constituée par la trésorerie brute diminuée des découverts bancaires.

Les intérêts courus non échus se rapportant aux éléments constitutifs de la trésorerie nette sont intégrés à la trésorerie nette.

Ecart de conversion

Les dettes et les créances en devise étrangères sont converties aux cours de clôture. Les profits et les pertes résultant de la conversion des soldes concernés sont portés au compte de résultat.

Subventions d'exploitation

Le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt famille des comptes sociaux de RocTool France ont été constatés en subvention d'exploitation.

Contrats de location financement

Le groupe applique la méthode préférentielle prévue dans le règlement 99-02 (paragraphe 300) du comité de la réglementation comptable. Les contrats de location financement dont le montant est jugé significatif sont retraités selon les modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine. Les amortissements sont conformes aux méthodes et taux

précités et l'incidence fiscale de ce retraitement est prise en compte. Par opposition aux contrats de location financement, les contrats de location simple sont constatés au compte de résultat sous forme de loyers.

Dans la pratique, aucun bien n'a été retraité car ne répond pas à ces critères.

Résultat par action

Modalités de calcul du résultat par action : Le résultat par action correspond au résultat net consolidé part du groupe se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice.

Impôts différés

Le Groupe constate les impôts différés selon la méthode du report variable sur les différences entre valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Les impôts différés, comptabilisés au taux d'impôt applicable à la date d'arrêté des comptes, sont ajustés pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale française et des taux d'imposition en vigueur.

Des impôts différés actif sont constatés au titre des différences temporaires déductibles. Un actif d'impôt différé afférant à des reports déficitaires est constaté lorsqu'il est probable que l'entité fiscale concernée pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

En application du principe de prudence, les actifs d'impôt différé sur les pertes fiscales et sur les reports déficitaires n'ont pas été pris en compte. Les impôts différés, actifs non comptabilisés, sont estimés à 3 784 K€.

Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe à l'encontre du Groupe une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) résultant d'événements antérieurs, lorsqu'il est probable ou certain qu'elle engendrera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente, et que le montant peut être évalué de façon fiable.

Le montant constaté en provision représente la meilleure estimation du risque à la date d'établissement du bilan consolidé. Les provisions sont présentées à leur valeur nominale non actualisée.

Engagements de retraite

Les engagements sont comptabilisés en provision pour risques et charges lorsqu'ils n'ont pas été comptabilisés dans les comptes sociaux des sociétés consolidées. La provision concerne les engagements de retraite de la société ROCTOOL SA.

La convention collective de RocTool SA prévoit des indemnités de fin de carrière.

Le montant de cet engagement est provisionné dans les comptes consolidés.

La convention collective dont dépend la société est la métallurgie de Savoie avec une extension à la métallurgie nationale pour les cadres et les ETAM.

Le montant de l'engagement est de 51 543 euros. Nous avons retenu pour hypothèses :

- Taux de charges : 45%
- Age de départ : 67 ans
- Taux progression salaires : 2%
- Taux actualisation : 1.5%
- Taux rotation : 2.85%



Notes annexes sur les postes du bilan

1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Frais de développement	4 010 578	3 341 850	214 305	(883 033)			
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	1 104 282	1 501 216	289 870		356		106 707
Immobilisations incorporelles	5 114 860	4 843 066	504 175	(883 033)	356		106 707
Installations techniques, matériel & outillage	1 877 514	1 924 429	159 598	(124 924)	17 243		(5 000)
Autres immobilisations corporelles	734 884	1 366 299	635 983	(2 836)	(1 732)		
Immobilisations corporelles	2 612 398	3 290 728	795 581	(127 760)	15 511		(5 000)
Immobilisations corporelles et incorporelles	7 727 258	8 133 794	1 299 756	(1 010 793)	15 867		101 707

Le détail des amortissements s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Amortissements des frais de développement	(2 952 861)	(2 410 817)	(340 989)	883 033			
Amortissements concessions, brevets & droits similaires	(547 628)	(678 067)	(130 152)		(287)		
Immobilisations incorporelles	(3 500 490)	(3 088 884)	(471 141)	883 033	(287)		
Amortissements install tech. matériel & outil.	(1 593 032)	(1 651 592)	(167 548)	109 865	(5 877)		5 000
Amortissements des autres immobilisations corp.	(615 057)	(677 209)	(61 856)	2 836	(3 132)		
Immobilisations corporelles	(2 208 089)	(2 328 801)	(229 404)	112 701	(9 009)		5 000
Immobilisations corporelles et incorporelles	(5 708 579)	(5 417 685)	(700 545)	995 734	(9 296)		5 000



La synthèse des immobilisations corporelles et incorporelles est la suivante :

Libellé	Immobilisations incorporelles	Amortissements des immobilisations incorporelles	Dépréciations des immobilisations incorporelles	Valeur nette
Ouverture	5 114 860	(3 500 490)		1 614 370
Augmentation (Inv,Emp)	504 175			504 175
Dotation		(471 141)		(471 141)
Diminution (Cess, Remb.)	(883 033)	883 033		
Autres variations	106 707			106 707
Effet de change et réévaluation	356	(287)		70
Clôture	4 843 066	(3 088 884)		1 754 182

Libellé	Immobilisations corporelles	Amortissements des immobilisations corporelles	Dépréciations des immobilisations corporelles	Valeur nette
Ouverture	2 612 398	(2 208 089)		404 308
Augmentation (Inv,Emp)	795 581			795 581
Dotation		(229 404)		(229 404)
Diminution (Cess, Remb.)	(127 760)	112 701		(15 059)
Autres variations	(5 000)	5 000		
Effet de change et réévaluation	15 511	(9 009)		6 502
Clôture	3 290 728	(2 328 801)		961 927

2. Immobilisations financières et titres mises en équivalence

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variation de la Situation nette MEE	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Dépôts et cautionnements versés	159 546	184 511	27 562	(3 000)		403		
Autres créances immobilisées	137	189	53					
Actions propres			(38 029)					38 029
Prêts, cautionnements et autres créances - part > 1 an								
Compte de Liaison (Cessions internes)								
Immobilisations financières	159 682	184 700	(10 414)	(3 000)		403		38 029
Titres mis en équivalence								
Actifs financiers	159 682	184 700	(10 414)	(3 000)		403		38 029

La synthèse des immobilisations financières est la suivante :

Libellé	Immobilisations financières	Dépréciations sur immobilisations financières	Valeur nette
Ouverture	159 682		159 682
Augmentation (Inv,Emp)	(10 414)		(10 414)
Diminution (Cess, Remb.)	(3 000)		(3 000)
Autres variations	38 029		38 029
Effet de change et réévaluation	403		403
Variations de périmètre			
Clôture	184 700		184 700



Les créances immobilisées se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Clôture	< 1an	1 << 5 ans	> 5 ans
Dépôts et cautionnements versés	184 511	1 447	183 064	
Autres créances immobilisées	189	189		
Créances - Actif immobilisé	184 700	1 636	183 064	

3. Stocks et en-cours

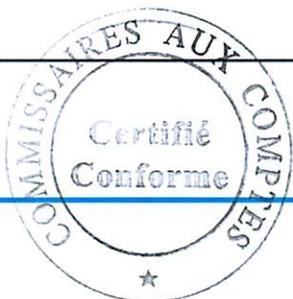
Libellé	Brut	Dépréciat.	Clôture	Brut	Dépréciat.	Ouverture
En-cours de services	26 796	(5 881)	20 915	3 188		3 188
Stocks de marchandises	1 008 518		1 008 518	938 332		938 332
Stocks et en-cours	1 035 314	(5 881)	1 029 433	941 520		941 520

4. Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation

Libellé	Brut	Dépréciat.	Clôture	Brut	Dépréciat.	Ouverture
Avances et acomptes versés sur commandes	298 943		298 943	14 937		14 937
Clients et comptes rattachés - part > 1 an	300 000	(300 000)				
Clients et comptes rattachés - part < 1 an	2 619 728		2 619 728	3 689 635		3 689 635
Clients et comptes rattachés	3 218 671	(300 000)	2 918 671	3 704 572		3 704 572
Créances sur personnel & org. Sociaux - part < 1 an	6 064		6 064	10 190		10 190
Créances fiscales hors IS - part > 1an				7 640		7 640
Créances fiscales hors IS- part < 1an	370 001		370 001	243 950		243 950
Impôts différés - actif	62 525		62 525	29 533		29 533
Etat, Impôt sur les bénéfices - part < 1an	277 910		277 910	747 663		747 663
Autres créances - part < 1an	6 710		6 710	15 953		15 953
Compte d'ajustement (intra-groupe bas de bilan)	(19 446)		(19 446)	(5 157)		(5 157)
Charges constatées d'avance - part < 1 an	276 966		276 966	396 131		396 131
Autres créances et comptes de régularisation	980 730		980 730	1 445 904		1 445 904
Total	4 199 401	(300 000)	3 899 401	5 150 476		5 150 476

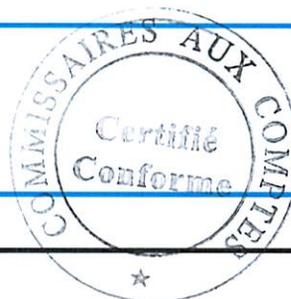
Les clients et comptes rattachés, les autres créances et les comptes de régularisation se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Total	< 1an	1 << 5 ans	> 5 ans
Avances et acomptes versés sur commandes	298 943	298 943		
Clients et comptes rattachés - part > 1 an	300 000		300 000	
Clients et comptes rattachés - part < 1 an	2 619 728	2 619 728		
Clients et comptes rattachés	3 218 671	2 918 671	300 000	
Créances sur personnel & org. Sociaux - part < 1 an	6 064	6 064		
Créances fiscales hors IS- part < 1an	370 001	370 001		
Impôts différés - actif	62 525	62 525		
Etat, Impôt sur les bénéfices - part < 1an	277 910	277 910		
Autres créances - part < 1an	6 710	6 710		
Compte d'ajustements intra-groupe bas de bilan	(19 446)	(19 446)		
Charges constatées d'avance - part < 1 an	276 966	276 966		
Total	980 730	980 730		
Total Créances	4 199 401	3 899 401	300 000	



5. Trésorerie nette

Libellé	Ouverture	Clôture
Disponibilités	1 690 550	3 267 991
Intérêts courus non échus s/ dispo.	324	
Trésorerie active	1 690 874	3 267 991
Concours bancaires (trésorerie passive)	41 546	
Trésorerie passive	41 546	
Trésorerie à court terme	1 649 328	3 267 991
VMP - Autres placements	254 000	599 146
Placements à court terme	254 000	599 146
Concours bancaires (dettes)	3 953	1 918
Trésorerie passive assimilée une dette	3 953	1 918
Trésorerie à long terme	250 047	597 228
Trésorerie nette	1 899 376	3 865 219



6. Variation des capitaux propres consolidés

Libellé	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Auto-contrôle	Réserves de conversion groupe	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (part du groupe)	Intérêts minoritaires
Au 31 décembre 2016	500 076	7 741 166	(5 779 997)	(49 343)	(54 779)	(100 633)	2 256 490	
Affectation du résultat N-1			(100 633)			100 633		
Distribution/ brut versé								
Var. de capital en numéraire et souscrip	170 000	5 100 186	269 771				5 539 957	
Résultat						(1 565 111)	(1 565 111)	
Autres augmentations, diminutions			(55 235)				(55 235)	
Reclass, restruct., chang. de méth.				(98 131)			(98 131)	
Ecart de conv. - Effet de change					126 479		126 479	
Variations de périmètre			(250 000)				(250 000)	
Au 31 décembre 2017	670 076	12 841 352	(5 916 094)	(147 474)	71 700	(1 565 111)	5 954 450	
Affectation du résultat N-1			(1 565 110)			1 565 110		
Distribution/ brut versé								
Var. de capital en numéraire et souscrip	110 474	3 357 380	(7 931)				3 459 924	
Résultat						(2 689 290)	(2 689 290)	
Autres augmentations, diminutions								
Reclass, restruct., chang. de méth.			7 931	38 029	(7 931)		38 029	
Ecart de conv. - Effet de change			155 895		(101 965)		53 930	
Autres			(2)			0	(1)	
Au 31 décembre 2018	780 551	16 198 732	(7 325 311)	(109 445)	(38 195)	(2 689 290)	6 817 042	

7. Provisions

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Autres provisions pour risques - part < 1 an	120 000	57 751	751	(63 000)			
Provisions pour pensions et retraites - part > 1 an	81 417	51 543		(29 874)			
Autres provisions pour charges - part < 1 an	269 638	35 435		(234 203)			
Impôts différés - passif	0						
Provisions et impôts différés	471 055	144 729	751	(327 077)			

Les provisions existantes à l'ouverture de l'exercice n'ont pas été utilisées.

Au cours de l'exercice, la provision Flextronic constatée en 2017, pour les prestations à réaliser, a été reprise pour un montant de 222 244 euros.

En effet, Roctool a conclu un contrat le 29 décembre 2017 modifiant le contrat de licence et prévoyant désormais la refacturation des prestations lors de la réalisation. Le minimum de royalties n'est plus applicable.

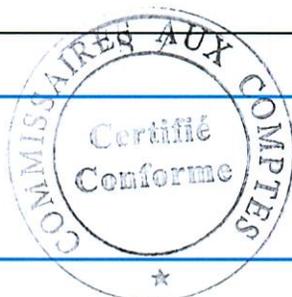
Les engagements prévus dans l'addendum sont maintenus et justifient le maintien de la provision.

Au 31 décembre 2017, le cabinet externe qui accompagne notre société dans l'analyse des projets concourant au CIR 2013 et 2014, avait évalué un risque s'élevant à 120 000 euros. Une provision pour risque avait été constatée. Le 12 avril 2018, une réponse aux observations a été reçue modifiant la base des calculs des CIR 2013 et 2014 pour un montant de 57 000 euros. Une reprise de la provision a donc été constatée pour un montant de 63 000 euros.

Il a été contesté devant le conseil consultatif la position de l'administration fiscale.

La synthèse des postes autres fonds propres, écarts d'acquisition passif et provisions est la suivante :

Libellé	Autres fonds propres	Ecart d'acquisition passif	Provisions et impôts différés
Ouverture			471 055
Dotation			751
Reprise			(327 077)
Autres variations			415 448
Clôture			144 729



8. Dettes financières

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Emprunts auprès établis. de crédit - part > 1 an	1 597 643	2 120 828	940 000	(523 655)	132		106 707
Intérêts courus sur emprunts	16 903	17 162		260			
Concours bancaires (trésorerie passive)	4 154				30		(41 576)
Concours bancaires (dettes)	3 953	1 918					(2 035)
Intérêts courus non échus - passif							
Dettes financières	1 660 044	2 139 908	940 000	(523 395)	163		63 096
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>							
Dettes financières	13 332	74 421					

Les dettes financières se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Clôture	< 1an	1 << 5 ans	> 5 ans
Emprunts auprès établis. de crédit - part > 1 an	2 120 828	546 075	1 574 753	
Intérêts courus sur emprunts	17 162	17 162		
Concours bancaires (dettes)	1 918	1 918		
Dettes financières	2 139 908	565 155	1 574 753	
Dettes financières	74 421	37 628	36 793	

Bspce

	A l'ouverture	Créés	Souscrits	Exercés/Caduques		A la clôture
Nombre de titres	162 500					162 500

Etendue des droits qu'elles confèrent :

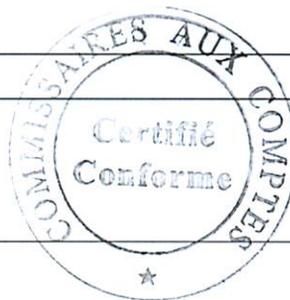
Les BSPCE 2012 permettront la souscription de 50 000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0.20 euros chacune émises au prix correspondant au dernier cours de bourse de clôture de l'action de la Société le jour de leur attribution, soit 5.50 euros par action.

Les BSPCE 2014 permettront la souscription de 50 000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0.20 euros chacune émises au prix correspondant au dernier cours de bourse de clôture de l'action de la Société le jour de leur attribution, soit 12.10 euros par action.

Les BSPCE 2015 permettront la souscription de 62 500 actions nouvelles ordinaires d'une valeur nominale de 0.20 euros chacune émises au prix correspondant au dernier cours de bourse de clôture de l'action de la Société le jour de leur attribution, soit 8.36 euros par action.

BSA

	Nombre
BSA BOULANGER 2015	10 000
BSA BOULANGER 2016	100 000



	A l'ouverture	Créés	Souscrits	Exercés	A la clôture
Nombre de titres	110 000				110 000

Les BSA Boulanger 2015 permettront la souscription de 10 000 actions nouvelles ordinaires d'une valeur nominale de 0.20 euros chacune émises au prix correspondant au dernier cours de bourse de clôture de l'action de la Société le jour de leur attribution, soit 8.36 euros par action.

Les BSA Boulanger 2016 permettront la souscription de 100 000 actions nouvelles ordinaires d'une valeur nominale de 0.20 euros chacune émises au prix correspondant au dernier cours de bourse de clôture de l'action de la Société le jour de leur attribution, soit 6.79 euros par action.

OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

	A l'ouverture	Créés	Souscrits	Exercés	A la clôture
Nombre de titres	120 148				120 148

Sur l'exercice 2017, il a été souscrit 120 148 options de souscription d'actions. Ces options attribuées gratuitement permettront la souscription de 120 148 actions nouvelles ordinaires d'une valeur nominale de 0.20 euros chacune émises au prix de 6.50 euros par action (soit une prime d'émission de 6.30 euros).

9. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation

Libellé	Ouverture	Clôture
Dettes fournisseurs - part > 1 an	14 874	
Dettes fournisseurs - part < 1 an	1 330 793	1 267 191
Avances, acomptes reçus sur commandes	76 487	598 203
Fournisseurs et comptes rattachés	1 422 154	1 865 395
Dettes sociales - part < 1 an	522 333	544 798
Dettes fiscales (hors IS) - part < 1 an	160 319	165 169
Etat - impôts sur les bénéfices - part < 1 an	518	553
Comptes courants groupe - part < 1 an		(4 787)
Autres dettes - part < 1 an	22 693	17 835
Produits constatés d'avance - part < 1 an	1 667	6 138
Autres dettes et comptes de régularisation	707 529	729 705
Total	2 129 683	2 595 100



Les fournisseurs et comptes rattachés, les autres dettes et compte de régularisation se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Clôture	< 1an	1 << 5 ans	> 5 ans
Dettes fournisseurs - part > 1 an				
Dettes fournisseurs - part < 1 an	1 267 191		1 267 191	
Avances, acomptes reçus sur commandes	598 203	598 203		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 865 395	598 203	1 267 191	
Dettes sociales - part < 1 an	544 798	544 798		
Dettes fiscales (hors IS) - part < 1 an	165 169	165 169		
Etat - impôts sur les bénéfices - part < 1 an	553	553		
Comptes courants groupe - part < 1 an	(4 787)	(4 787)		
Autres dettes - part < 1 an	17 835	17 835		
Produits constatés d'avance - part < 1 an	6 138	6 138		
Autres dettes et comptes de régularisation	729 705	729 705		
Total	2 595 100	1 327 909	1 267 191	

Notes annexes sur les impôts différés

Libellé	Ouverture	Clôture	Variation du bas de bilan	Effets de taux (impôt)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Variation de taux d'intérêt	Autres variations
Impôts différés - actif	29 533	62 525	(385 811)	3 253	103			415 446
Impôts différés - passif	0		(415 448)					415 448
Valeur nette d'impôt différé	29 533	62 525	29 637	3 253	103			(2)
Fiscalité différée (décalages temporaires)	6 605	188	(6 601)	81	103			(0)
Fiscalité différée (écritures manuelles)	4 423	51 079	43 484	3 172				
Valeur nette par catégorie	11 028	51 267	36 883	3 253	103			(0)

Notes annexes sur les postes du compte de résultat

1. Chiffre d'affaires

Libellé	2018	2017
Ventes de marchandises	4 267 975	5 072 149
Production vendue de services	2 743 792	2 760 272
Produits des activités annexes	197 912	200 511
Chiffre d'affaires	7 209 679	8 032 932



Concessions de licence

À la signature du contrat de concession de licence, le client paie un montant forfaitaire (« up-front ») qui rémunère le droit à l'accès à la technologie RocTool. Ce montant est comptabilisé en concession de licence : il est définitivement acquis et ne peut donner lieu à aucun remboursement.

L'obligation de RocTool est de mettre sa technologie à disposition du client afin que celui-ci réalise ses tests de développement. En l'absence d'obligation ultérieure, le revenu est acquis à la date de mise à disposition de la technologie au client.

Redevances

Dans le cadre d'une licence qui donne le droit au client d'utiliser la technologie RocTool dans un cadre de production, le contrat de licence prévoit généralement le paiement d'une redevance proportionnelle à la production du client directement liée à l'utilisation de la technologie RocTool.

Cette redevance prend, le plus souvent, la forme d'un minimum annuel qui est déduit de la redevance proportionnelle au cas où celle-ci serait supérieure. Dans l'hypothèse où la redevance proportionnelle serait inférieure au minimum annuel de redevance versée, le minimum annuel restera définitivement acquis à la société à la date anniversaire du contrat.

Prestations de services

La règle générale prévoit la facturation à la réalisation complète de la prestation et, à la clôture, les prestations non encore facturées sont constatées en stocks de travaux en cours.

Les trois principaux postes de prestations de services sont :

- Etudes : études de rhéologie, études thermiques et conception assistée par ordinateur de l'outillage.
- Location : location d'équipements tels que kits générateurs. La prestation est facturée mensuellement en début de période.
- Prestations diverses : essais réalisés dans les centres de démonstrations RocTool, transport et installation des équipements, formation du personnel du client, support technique.

Ventes de marchandises

Elles incluent les ventes d'équipements tels que kit générateurs, moules, etc. Le chiffre d'affaires est constaté lors du transfert de contrôle.

2. Autres produits d'exploitation

Libellé	2018	2017
Production stockée	23 607	(7 640)
Production immobilisée	227 691	416 279
Subventions d'exploitation	226 933	360 372
Reprise sur provisions d'exploitation	234 203	79 150
Rep./Prov. engagements de retraite	29 874	
Rep./Dépr. sur actif circulant		4 184
Transferts de charges d'exploitation	28 931	41 709
Autres produits	47 032	6 758
Autres produits d'exploitation	818 272	900 811



3. Achats consommés

Libellé	2018	2017
Achats de marchandises	(2 257 564)	(3 224 496)
Achats d'études et prestations de services	(156 878)	(49 465)
Achats non stockés de matières et fournitures	(217 440)	(204 726)
Variation stocks de marchandises	59 407	366 777
Achats consommés	(2 572 475)	(3 111 911)

4. Charges externes

Libellé	2018	2017
Sous-traitance	(825)	(7 247)
Locations immobilières et charges locatives	(542 982)	(208 817)
Locations mobilières et charges locatives	(67 588)	(126 372)
Autres services extérieurs	(171 954)	(150 206)
Primes d'assurances	(61 918)	(62 968)
Autres services extérieurs	(14 399)	(69 572)
Personnel détaché et intérimaire	(6 251)	(32 334)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(784 410)	(616 695)
Publicité, publications, relations publiques	(306 199)	(255 012)
Transport	(201 671)	(199 438)
Déplacements, missions et réceptions	(625 236)	(589 749)
Frais postaux et frais de télécommunications	(52 647)	(56 991)
Frais bancaires	(49 025)	(42 609)
Autres charges externes	(33 871)	(65 493)
Autres charges	(136 696)	(6 375)
Charges externes	(3 055 671)	(2 489 880)

5. Impôts et taxes

Libellé	2018	2017
Impôts et taxes sur rémunérations	(84 299)	(26 042)
Autres impôts et taxes	(98 295)	(110 522)
Impôts et taxes	(180 594)	(136 565)



6. Charges de personnel

Libellé	2018	2017
Rémunérations du personnel	(2 885 825)	(2 629 793)
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	(889 892)	(753 676)
Autres charges de personnel	28 702	(43 404)
Charges de personnel	(3 747 015)	(3 426 873)

7. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Libellé	2018	2017
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. incorporelles	(471 141)	(388 545)
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. corporelles	(229 404)	(293 375)
Dot./Amt. charges à répartir		
Dot. aux provisions d'exploitation	(751)	(102 112)
Dot/Prov. engagements de retraite		(23 664)
Dotations pour dépr. des actifs circulants	(305 881)	
Dotations d'exploitation	(1 007 177)	(807 697)

8. Produits financiers

Libellé	2018	2017
Produits sur créances et VMP		8
Rep. sur provisions à caractère financier		119
Gains de change sur opérations financières	84 268	60 238
Produits nets sur cession de VMP		5 349
Autres produits financiers	135	489
Incidence de juste valeur (produits)		
Produits financiers	84 404	66 202



9. Charges financières

Libellé	2018	2017
Charges d'intérêts	(55 869)	(75 018)
Pertes sur créances financières et VMP	(38 029)	(7 218)
Pertes de change sur opérations financières	(53 944)	(455 674)
Charges financières	(147 842)	(537 910)

Les écarts de conversion actif et passif comptabilisé dans les comptes sociaux ont fait l'objet d'un retraitement en résultat financiers sur les comptes consolidés. Ce retraitement impacte le résultat financier de -31 K€.

10. Produits exceptionnels

Libellé	2018	2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		859
Produits excep. s/ exercices antérieurs		7 647
Produits de cession d'immo. corp.	4 282	18 334
Autres produits exceptionnels		1 869
Rep. sur provisions à caractère exceptionnel	63 000	
Produits exceptionnels	67 282	28 709

11. Charges exceptionnelles

Libellé	2018	2017
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(115 230)	
Charges excep. sur exercices antérieurs	(26 101)	(1 078)
VNC des immo. corp. cédées	(762)	(12 622)
Autres charges exceptionnelles	(22 000)	
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations		(72 069)
Dot. aux provisions à caractère exceptionnel		(35 000)
Compte d'ajustement (Intra-groupe Résultat exceptionnel)	(37 313)	
Compte de liaison (Intra-groupe Résultat exceptionnel)		
Charges exceptionnelles	(201 406)	(120 769)



12. Impôts sur les résultats et preuve d'impôts

Libellé	2018	2017
Impôts différés	32 890	12 142
Carry-back	(539)	(553)
Impôts sur les résultats	32 351	11 589

La charge d'impôt sur les résultats correspond à l'impôt exigible de chaque entité fiscale consolidée, corrigée des impositions différées. Celles-ci sont calculées sur toutes les différences temporaires provenant de l'écart entre la base fiscale et la base consolidée des actifs et passif, selon une approche bilancielle avec l'application du report variable en fonction d'un échéancier fiable de reversement. Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lors du dénouement des opérations concernées, soit 28% pour la France, 20.75% pour les Etats-Unis, 30.20% pour l'Allemagne, 19% pour le Japon et 17% pour Taiwan.

La loi de Finance 2018 votée le 21 décembre 2017 prévoit d'abaisser progressivement le taux d'impôt à 25%. Cette diminution portera ses effets à compter de 2020. Cette baisse se traduit par une baisse d'impôt différé de 3 K€.

Les déficits non activés pour Roctool France et Roctool INC s'élève respectivement à 13 055 580 euros et 2 383 000 dollars.

La preuve d'impôts se décompose comme suit :

Résultat avant amort/prov sur écarts d'acq, impôts et résultat des MEE	(2 721 641)
Taux d'impôt de l'entité consolidante	25,00%
Impôt théorique	680 410
Effets des différences de base	39 038
Effets des différences de taux	7 630
Crédits d'impôt et autres dispositions fiscales particulières	147 439
Effets des déficits non activés	(1 107 251)
Ecritures manuelles sur Impôt	265 085
CHARGE D'IMPOT THEORIQUE	32 351
CHARGE D'IMPOT REELLE	32 351
Taux effectif d'impôt	1,19%

Autres Informations

1. Effectifs

Libellé	France	Etats-Unis	Allemagne	Japon	Taiwan	Shangai	Total	Total 2017
Effectif moyen interne	40	7	4	3	1	7	62	49
Cadres	31	7	4	3	1	7	53	37
Agents de maîtrise et techniciens	8						8	5
Employés	1						1	7
Effectif moyen total	40	7	4	3	1	7	62	49



2. Engagements hors-bilan

Provision pour garantie

Au 31 décembre 2018, RocTool SA suit les dépenses engagées pour répondre aux garanties données sur les ventes de générateurs, recirculateurs et pupitres. Le risque financier est non significatif et ne fait l'objet d'aucune provision.

Autres engagements

RocTool garantie à RocTool Inc le paiement de son contrat de bail pour le nouveau centre technique à Charlotte (Caroline du Nord, US), pour une durée maximale de cinq ans et pour un montant maximum de USD 300 000 euros. Cet engagement a été approuvé par le Conseil d'administration du 23 février 2015.

3. Rémunérations des commissaires aux comptes

Les honoraires facturés par les commissaires aux comptes pour un total de 82 605 euros se décomposent ainsi :

- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes :	68 771 euros
- Honoraires facturés SACC :	13 834 euros

Et se répartissent ainsi :

- Crowe Avvens Audit :	43 104 euros
- S3C :	27 476 euros
- BGW :	14 200 dollars soit 12 025 euros



4. Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

5. Chiffre d'affaires par pays

	31/12/2018	31/12/2017
Chiffre d'affaires par zone géographique (€)	7 209 678	8 032 932
France	965 625	785 319
Allemagne	256 971	85 591
Europe	641 409	439 273
USA	1 582 513	2 248 150
Asie	2 689 791	3 782 337
Japon	154 515	692 262
Inde	371 835	
Turquie	547 019	0
TOTAL	7 209 678	8 032 932

